



**Conférence de haut niveau sur:**

**L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique: les défis du changement climatique**

**Syrte, Jamahiriya Arabe Libyenne, 15-17 décembre 2008**

## **Rapport national d'investissement**

### **CAMEROUN**

#### **RÉSUMÉ:**

Malgré son immense potentiel en terres agricoles et en ressources en eau, le Cameroun est encore fort dépendant de l'extérieur pour ces besoins en produits alimentaires tel que le riz. La valeur des importations des produits alimentaires est en nette progression allant de 160 millions de dollars EU en 2001 à 365 millions en 2004. Les exportations des produits agricoles, notamment le café, le cacao et le coton ont connus une régression au début des années 90. En effet le Cameroun est passé de cinquième producteur mondial de cacao dans les années 80, au 8<sup>me</sup> rang dans les années 90. Sur le plan de la sécurité alimentaire on estime que près de 25% de la population camerounaise était touchée par l'insécurité alimentaire avant le début de la crise alimentaire mondiale.

Le Cameroun est extrêmement vulnérable aux changements climatiques, notamment les sécheresses prolongées qui frappent rudement l'extrême nord du pays, ce qui provoque des famines et des déplacements de populations. En dépit des menaces persistantes dues aux changements climatiques le pays n'a pas encore un plan de contingence opérationnel pour faire face à ces situations, bien que des programmes soient prévus pour le développement durable de l'agriculture et une meilleure gestion des ressources en eau disponibles. Ainsi le Gouvernement prévoit entre autres de réhabiliter les périmètres irrigués existants et d'étendre les surfaces irriguées afin d'atteindre 60 000 ha à l'horizon 2015. A cet effet les investissements nécessaires à mobiliser sont estimés à 46 millions de dollars EU.

Le Cameroun possède un réseau hydrographique dense mais mal reparti (72% localisé dans la partie méridionale) et partage d'importants bassins hydrographiques avec d'autres pays, c'est le cas des bassins du Congo, du Niger, et du Lac Tchad. Le secteur énergétique est peu développé. Trois principales centrales hydroélectriques sont fonctionnelles et ce sont Edéa, Song Loulou et Lagdo. La production actuelle de ces centrales hydroélectriques, ne représente que 3% du potentiel hydroélectrique économiquement «équipable». Dans le cadre du Plan de développement du secteur de l'énergie à l'horizon 2030 les investissements prévus sont de l'ordre de 4 milliards de dollars US.

Face à la situation économique difficile du pays et à l'environnement économique international, le Gouvernement camerounais a, au cours des dernières années, préparé et adopté différents documents de politique et de stratégie pour les secteurs vitaux de l'économie nationale tels que l'agriculture, l'eau, l'énergie, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. Ces différents instruments ont des traits communs et des objectifs globaux qui concourent au même but : sécurité alimentaire des populations, réduction de la pauvreté, gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, et ce à l'horizon 2010-2030.

L'enveloppe financière à mobiliser à court et moyen terme pour le développement des secteurs de l'eau pour l'agriculture et l'énergie est estimée à environ 102 millions de dollars EU pour le contrôle de l'eau à petite échelle et la réhabilitation des grands périmètres, et 852 millions de dollars EU pour les grands projets hydrauliques.

## 1. CONTEXTE

### 1.1 AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

#### Agriculture

Le Cameroun possède une réserve importante de terres pour l'agriculture, couvrant environ 70 000 km<sup>2</sup>, soit 15% de la superficie totale. Le secteur agricole occupe près de 54% de la population active, son PIB représentait en 2006 20% du PIB global. L'agriculture contribue à la sécurité alimentaire du pays et joue un rôle moteur dans l'économie nationale en raison de ses effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie. Les pâturages occupent environ 83 000 km<sup>2</sup> et les sols recouverts de forêts denses sont estimés à 175 000 km<sup>2</sup>.

Les systèmes d'exploitation de l'agriculture et de l'élevage sont généralement extensifs, avec recours au brûlis en saison sèche. La production vivrière (mil/sorgho, maïs, riz paddy, manioc, plantain, huile de palme, bananes) est le domaine du secteur agricole traditionnel. La main d'œuvre y est féminine à 52%. Les principales cultures d'exportations (cacao, coton, café) ont été fragilisées par la chute drastique de leurs cours sur le marché international. De cinquième producteur mondial de cacao avec une production de 131 000 tonnes en 1986/87, le Cameroun a été relégué au huitième rang en 1990-91 avec une production de 95 000 tonnes. La production de cacao est remontée cependant à 125 000 tonnes en 1998/99.

#### Irrigation et contrôle de l'eau

Le potentiel de terres irrigables du Cameroun est estimé à environ 290 000 ha. Malgré ce potentiel, l'irrigation joue un rôle très faible dans la production agricole. Le secteur de l'irrigation s'est développé suivant deux systèmes : intensif (ou moderne) et traditionnel. En 2000, le système intensif couvrait une superficie de 25 654 ha, dont 22 450 ha correspondaient aux zones équipées en maîtrise totale de l'eau dans les périmètres gérés auparavant par des Sociétés d'État.

Les superficies équipées en maîtrise totale/partielle sont passées de 20 970 ha à 12 150 ha en raison du délabrement avancé de la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY). D'une manière générale, le développement de l'irrigation au Cameroun est freiné par des contraintes majeures parmi lesquelles la faiblesse de l'investissement dans le secteur, l'insuffisance d'encadrement et d'appui des exploitants des périmètres irrigués, la faiblesse technique dans le domaine de la gestion de l'eau ainsi que les problèmes fonciers et l'insuffisance de la ressource en eau surtout dans l'extrême nord.

La mobilisation des ressources en eau bénéficie également au secteur de l'énergie pour lequel d'importants ouvrages hydroélectriques ont été construits et dans le cadre des programmes à moyen et long terme du Gouvernement.

#### Sécurité alimentaire

Globalement, la sécurité alimentaire reste précaire au Cameroun. La hausse de l'indice des prix à la consommation des ménages et la forte reprise des importations alimentaires depuis 1996 semblent confirmer la faible croissance de certaines productions alimentaires (céréales, poisson, produits animaux, etc.) par rapport à la demande. Cette situation empêche la réduction durable de la pauvreté parmi les groupes les plus vulnérables. Durant la période 1990-2001, la proportion de la population camerounaise vivant avec moins de 1 \$US par jour et moins de 2 \$US par jour représente respectivement 33,4% et 64,4% de la population totale.

En 1990-1992 la proportion dans la population totale et le nombre de personnes sous-alimentées étaient 33% et 4 millions, respectivement. Les chiffres correspondants pour 2001-2003 étaient 25% et 4 millions. Signalons qu'avant la récente crise due à la flambée des prix des produits alimentaires, on estimait également que près de 25% de la population camerounaise était touchée par l'insécurité alimentaire.

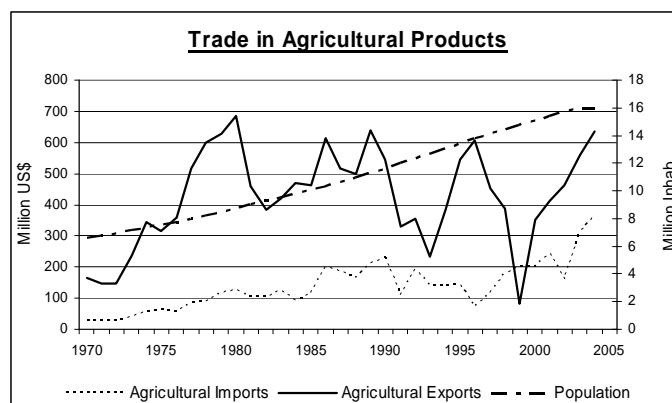
#### Balance commerciale agricole

La contribution de l'agriculture dans le total des importations et exportations en 2004 était de 17% et 25% respectivement. Le surplus du commerce agricole est passé de 307 millions de dollars EU en 2002 à 253 millions de dollars EU en 2004.

La valeur des importations agricoles a augmenté passant de 160 millions de dollars EU en 2002 à 365 millions de dollars EU en 2004 et la valeur des exportations agricoles a augmenté de 460 millions de dollars EU en 2002 à 634 millions de dollars EU en 2004.

Les principaux produits agricoles importés par le pays sont le riz usiné et le blé, qui en 2004 représentaient approximativement 56% de la valeur totale des produits agricoles importés. Les principaux produits agricoles exportés par le pays sont les fèves de cacao, les fibres de coton et le café vert, qui en 2004 représentaient approximativement 69% de la valeur totale des produits agricoles exportés. Le cacao représentait 38% de cette valeur, le café 11% et le coton 20%.

Les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2008 (janvier/décembre) sont estimés à quelque 680 000 tonnes, et devraient être couverts par le biais des circuits commerciaux.



## 1.2 RESSOURCES EN EAU ET HYDROÉLECTRICITÉ

Le Cameroun est considéré comme l'un des pays africains les plus riches en ressources en eau. Le réseau hydrographique est dense mais inégalement réparti sur le territoire national (près de 72% des ressources sont situées dans la partie méridionale du pays). Le Cameroun partage d'importants bassins hydrographiques avec d'autres pays, c'est le cas des bassins du Congo, du Niger, du Lac Tchad et du bassin de l'Atlantique. Les ressources en eau souterraines sont estimées à environ 120 milliards de m<sup>3</sup>, et les ressources en eau renouvelables globales sont estimées à 285 km<sup>3</sup>/an.

Au Cameroun, la consommation énergétique est dominée à plus de 60% par l'énergie traditionnelle, principalement le bois de chauffe. L'électricité représente environ 14% de la consommation énergétique totale. L'approvisionnement en électricité est essentiellement d'origine hydraulique et est fourni par les trois principales centrales hydroélectriques que sont Edéa, Song Loulou et Lagdo. La production actuelle de ces centrales hydroélectriques, qui ne représente que 3% du potentiel hydroélectrique économiquement «équippable», reste en deçà des besoins énergétiques du pays. Pour remédier à cette situation, le Gouvernement a planifié la mise en œuvre de plusieurs projets hydroélectriques dans le PDSE-2030 (Plan de Développement du Secteur de l'Electricité). Dans ce cadre les investissements prévus à moyen et long terme sont de l'ordre de 273 millions de dollars US.

## 1.3 CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Cameroun, de par sa diversité géographique et climatique, est un pays vulnérable aux changements climatiques. Les zones considérées comme zones de vulnérabilité vis-à-vis des changements climatiques sont les zones côtières et sahéliennes. En effet, l'inégale répartition des ressources en eau, dont 72% sont localisées dans la partie méridionale du pays tandis que dans le nord et l'extrême nord les ressources en eau sont limitées, renforce l'impact néfaste de sécheresses de plus en plus longues. La tendance à la désertification de l'extrême nord du Cameroun est également un sujet de préoccupation majeure dans le contexte de changement climatique.

L'élévation du niveau de la mer à l'horizon 2050 entraînera des inondations accompagnées de l'érosion des côtes et de la réduction de l'espace vital. Il y aurait alors une remontée des eaux salées sur une distance de 14,9 km dans les fleuves Dibamba et Wouri et le taux de salinité pourrait augmenter de 30%.

Les principaux impacts dans la région soudano-sahélienne sont liés aux changements du régime des précipitations. La répartition de la pluie dans le temps aura une grande incidence sur la productivité notamment au cours des deux premiers mois qui suivent les semis. Des chutes de production pourraient être observées, allant de 10 à 25%, en particulier pour le sorgho et le maïs à cycle long. D'un autre côté, il pourrait y avoir un accroissement des rendements du riz des bas fonds et des cultures de cycle court (maïs, sorgho rouge) et une stabilisation des rendements du coton.

## **2. STRATÉGIES NATIONALES POUR L'EAU, L'AGRICULTURE ET L'ÉNERGIE**

### **2.1 CONTEXTE POLITIQUE**

Le Cameroun s'est doté de plusieurs outils d'orientation politique pour le développement des secteurs de l'eau, l'agriculture et de l'énergie.

Parmi les documents disponibles on peut citer pour le secteur agricole:

- la stratégie de développement du secteur rural (2001);
- la stratégie de développement agricole et de sécurité alimentaire, horizon 2010 (élaborée avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture - FAO et du PNUD en 2000);
- la stratégie nationale de développement agricole et la sécurité alimentaire Horizon 2010/2015;
- la stratégie de réduction de la pauvreté (2000);
- le Programme National pour la Sécurité Alimentaire (PNSA).

Ces différents documents de politique et stratégie accordent une place prépondérante au développement des ressources en eau à des fins agricoles en vue d'un développement durable de l'agriculture.

Un Plan d'action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau est en cours d'élaboration. Toutefois, certaines stratégies sectorielles basées sur l'eau ont été élaborées. C'est le cas de la Stratégie Nationale de Gestion Durable des Eaux et des Sols (SNGDES) dans l'espace agro-sylvo-pastoral élaboré en 2007, et qui développe les principaux axes suivants : l'amélioration du cadre institutionnel; la gestion optimale des eaux; la protection et la restauration de la qualité des eaux; la maîtrise de la quantité des eaux; la gestion intégrée des ressources en eau.

Concernant le secteur de l'énergie, un Plan d'Action National Energie pour la Réduction de la Pauvreté (PANERP) a été élaboré par le gouvernement. Le PANERP est ouvert au financement de tous les bailleurs de fonds ainsi qu'aux contributions de la société civile. Le PANERP vise à impulser une dynamique nouvelle à la lutte contre la pauvreté par l'amélioration de l'accès aux services énergétiques modernes dans les secteurs prioritaires. Conçu et élaboré suivant une approche participative systématique ayant associé les autorités administratives locales, les responsables sectoriels, les ONG, les organisations paysannes, les opérateurs économiques, la société civile et les partenaires au développement, le PANERP traduit résolument les aspirations profondes des populations, en particulier du monde rural dans leur quête de bien-être, d'amélioration du cadre de vie et de la productivité.

Il comprend quatre composantes, à savoir : i) l'élaboration des études et outils de planification des services énergétiques ; ii) le renforcement des capacités énergétiques dans les secteurs prioritaires ; iii) le développement de l'offre des services énergétiques, et iv) la coordination inter sectorielle et la gestion. Pour la première période quinquennale, le PANERP visait l'approvisionnement en services énergétiques de 1 153 structures éducatives (écoles primaires, lycées et collèges), 110 collèges et lycées d'enseignement technique, 923 centres de santé et 191 adductions d'eau potable, pour un coût total estimé à près de 29,7 milliards de francs CFA.

Un Plan de Développement du Secteur de l'Electricité (PDSE) a été élaboré. L'enjeu du PDSE consiste d'une part à promouvoir, à l'horizon 2030, l'émergence de la demande énergétique et d'autre part à assurer le développement de l'offre d'électricité correspondante au moindre coût et exposant à des niveaux de risques acceptables. Ce plan se propose d'assurer un approvisionnement durable des services énergétiques de base aux structures opérationnelles de lutte contre la pauvreté à travers le développement des mini-centrales hydrauliques, la vulgarisation des techniques et technologies de gestion optimale de la biomasse, l'extension des réseaux électriques existants.

Il est notamment prévu la construction de plusieurs centrales hydroélectriques: construction de la retenue de Lom Pangar (6 km<sup>3</sup>); usine de Lom Pangar (90 MW); aménagement hydroélectrique de Nachtigal (250 MW); projet de Memvé Elé (201MW); projet hydroélectrique de Song Mbengué (930 MW); projet hydroélectrique de Kikot aval (540 MW); projet de barrage de régulation de Pont Rail (3,5 km<sup>3</sup>); plusieurs autres petits projets hydroélectriques. Le PDSE 2030 sera mis à jour en 2009.

La politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles se traduit sur le plan de l'exécution par plusieurs politiques sectorielles parmi lesquelles il y a lieu de relever : la politique forestière, la politique environnementale, la politique agricole. Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention sur la Lutte contre la Désertification, le Cameroun a créé une cellule nationale de coordination de la lutte contre la désertification et un comité interministériel de suivi de la lutte contre la désertification a été institué.

## 2.2 ENVELOPPE D'INVESTISSEMENT

L'enveloppe d'investissement pour le court, moyen et long terme établie sur la base des consultations nationales menées dans le cadre du processus préparatoire de la Conférence de Sirte est présentée dans le tableau ci-dessous et exprimée en millions de dollars EU. Elle s'élève à environ 954 millions de dollars EU, dont environ 850 millions de dollars EU pour les grands projets hydrauliques.

ENVELOPPE D'INVESTISSEMENT				
Échelle de temps	Type d'investissement (millions US\$)			
	Contrôle de l'eau à petite échelle	Réhabilitation des grands périmètres	Grands projets hydrauliques	Total
Court terme	27	12	542	582
Moyen terme	43	20	165	227
Long terme	0	0	145	145
<b>Total</b>	<b>70</b>	<b>32</b>	<b>852</b>	<b>954</b>

## 2.3 PORTEFEUILLE DE PROJETS

La section 3 présente les projets récemment achevés, les projets en cours et les projets en attente de financement (projet en voie de financement ou idées de projets).

### 3. PROFILS DE PROJETS (EN COURS OU EN PROJET)

Titre du projet	Partenaire financier	Période	Budget total	Description
<b>I. PROJETS RÉCEMMENT ACHEVÉS</b>				
Programme spécial pour la sécurité alimentaire au Cameroun	FAO	2002-2007	421.795 de dollars EU	
<b>II. PROJETS EN COURS</b>				
Programme National de Sécurité Alimentaire	FAO	2008-2015	128 millions de dollars EU	Le programme a pour objectif de contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire afin de réduire la faim et la malnutrition notamment au niveau des ménages vulnérables des zones rurales et péri urbaines.
Projet d'appui au développement communautaire (PADC)	FIDA, Gouvernement, Bénéficiaires	2003-2010	18,3 millions de dollars EU	Le projet compte quatre composantes: i) renforcement des capacités; ii) infrastructures rurales (routes rurales, écoles, centres de santé, puits ou infrastructures de petite irrigation); iii) activités rémunératrices; et iv) coordination du projet.
Projet de gestion intégrée des ressources en eau (PANGIRE)	GWP : ¼ ; Cameroun : 3/4	2007-2009	2,8 millions de dollars EU	
Projet de développement hydraulique agricole (PDHA)			0,470 millions de dollars EU	Etude en cours
Plan d'Action National Energie pour le Réduction de la Pauvreté (PANERP)	Banque Mondiale, PNUD	2006-2011	273 millions de dollars EU	
Programme de gestion durable des systèmes agro-pastoraux et de la gestion des terres	Banque Mondiale	2006-2011	6 millions de dollars EU	Le projet vise une gestion plus durable des sols et des ressources naturelles dans le cadre du programme de développement communautaire. Le projet a pour objectifs la stabilisation des zones lacustres et la réduction de la charge sédimentaire dans les bassins transfrontaliers critiques tels que le lac Tchad et le Golfe de Guinée.
Projet de Développement du Secteur de l'Energie (PDSE)	Banque Mondiale	2008-2013	70 millions de dollars EU	L'objectif général du projet est d'accélérer l'usage de l'énergie moderne en zones rurales et d'améliorer les capacités de planification et de gestion des institutions du secteur de l'énergie. Plus précisément, le projet assurera un assistance technique pour la préparation du projet hydroélectrique de Lom-Pangar qui permettra au Cameroun d'exploiter en grande partie son potentiel hydroélectrique.
Aménagement Hydroélectrique de Lom Pangar		2008-	71 000 millions FCFA	Barrage de régulation et de production. SR= 570 m2. V= 700hm3. P= 30 MW
<b>III. PROJETS EN VOIE DE FINANCEMENT ET IDEES DE PROJETS</b>				
Développement de l'irrigation	A rechercher	5 ans	23,6 millions de dollars EU	Petite irrigation, réhabilitation des grands périmètres, promotion de la micro-irrigation

Aménagement des bas-fonds et des plaines inondables du PMEA	A rechercher	5 ans	15 millions de dollars EU	
Plan de développement du secteur de l'électricité	A rechercher	2007- 2030	Non disponible	
Composante maîtrise de l'eau du PNSA	A rechercher	4 ans	7,8 millions de dollars EU	
Centrale Hydraulique de MEM VE'ELE	Globeleq SUD, BAD, BDEAC,EAA		180 000 millions FCFA	P=201 MW
Pico et Micro Centrales (100)	DCE ; Bailleurs		200 000 millions FCFA	Entre 20 et 300 kw
Mini centrales (20)	Technologie La Chine		200 000 millions FCFA	MEKIN, MALALE, NLOBESSE, MOGUE-EBIE, OLAMZE

ANNEXE 1: CARTE DU CONTRÔLE DE L'EAU EN CAMEROUN



## ANNEXE 2: STATISTIQUES NATIONALES

<b>Pays et population</b>								
Superficie du pays	2005	47544	1000 ha					
Superficie cultivée en % de la superficie totale du pays	2005	15.1	%					
Population totale	2005	16322	1000 habitants					
• dont rurale	2005	47	%					
Population active dans le secteur agricole	2005	3695	1000 habitants					
• en % de la population active	2005	54	%					
• féminine	2005	45	%					
• masculine	2005	55	%					
<b>Economie et développement</b>								
Produit intérieur brut (PIB)	2007	20644	millions US\$/an					
• valeur ajoutée du secteur agricole (% du PIB)	2006	19.87	%					
• PIB par habitant	2007	1114	US\$/an					
<b>Accès aux sources améliorées d'eau potable</b>								
Population totale	2006	70	%					
Population urbaine	2006	88	%					
Population rurale	2006	47	%					
<b>L'eau: ressources et prélèvement</b>								
Précipitations moyennes	2007	762.5	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
Ressources en eau renouvelables réelles totales	2007	285.5	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
Indice de dépendance	2007	4.4	%					
Ressources en eau renouvelables réelles totales par habitant	2007	17492	m <sup>3</sup> /an					
Capacité totale des barrages	2000	15.326	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>					
Prélèvement total en eau	2000	0.99	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
• en % des ressources en eau renouvelables réelles totales	2000	0.35	%					
<b>IRRIGATION ET DRAINAGE</b>								
<b>Potentiel d'irrigation</b>	2007	290	1000 ha					
<b>Contrôle de l'eau</b>								
Irrigation, maîtrise totale/partielle: superficie équipée	2000	22.450	1000 ha					
Zones basses équipées	2000	3.204	1000 ha					
Superficie totale équipée pour l'irrigation	2000	25.654	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	2000	0.4	%					
• augmentation par an		1.6	%					
• superficie irriguée par pompage en % de la superficie équipée			%					
• partie de la superficie équipée réellement irriguée			%					
Zones basses et cultures de décrue non équipée	2000	0.000	1000 ha					
Superficie totale avec contrôle de l'eau	2000	25.654	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	2000	0.4	%					
• superficie drainée en % de la superficie cultivée			%					
<b>Périmètres en maîtrise totale/partielle</b>								
Périmètres d'irrigation de petite taille (<20 ha)	2000	0.65	1000 ha					
Périmètres d'irrigation de taille moyenne (20 – 200 ha)	2000	7.30	1000 ha					
Périmètres d'irrigation de grande taille (>200 ha)	2000	14.50	1000 ha					
<b>Cultures irriguées</b>								
Riz	2000	20.388	1000 ha					
Maïs	2000	7.546	1000 ha					
Légumes	2000	10	1000 ha					
Bananes	2000	5.43	1000 ha					
Autres cultures annuelles	2000	1.176	1000 ha					
<b>INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES</b>								
Production d'énergie	2005	11.94	Mtep					
Importations nettes	2005	-5.06	Mtep					
Approvisionnement total d'énergie primaire (ATEP)	2005	6.98	Mtep					
- ATEP par habitant	2005	0.43	tep/capita					
- ATEP/PIB	2005	0.58	tep/mille 2000 US\$					
- ATEP/PIB (PPA)	2005	0.21	tep/mille 2000 US\$ PPA					
Consommation d'électricité (CE)	2005	3.49	TWh					
- CE par habitant	2005	214	kWh/capita					
<b>APPROVISIONNEMENT D'ENERGIE PRIMAIRE (ANNÉE)*</b>								
	Charbon	Gaz	Pétrole brut	Produits pétroliers	Hydraulique	Autres Renouvelables et perte	Autres	TOTAL
Production	0	0	6119	0	337	5486	0	11942
Importations	0	0	0	9	0	0	0	9
Exportations	0	0	-4217	-854	0	0	0	-5071
Soutes maritimes internationales	0	0	0	-12	0	0	0	-12
Stocks	0	0	57	54	0	0	0	111
<b>Approvisionnement total d'énergie primaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1959</b>	<b>-803</b>	<b>337</b>	<b>5486</b>	<b>0</b>	<b>6979</b>

\*Mille de tonnes d'équivalent pétrole (kep) sur une base nette de valeur calorifique.

## RÉFÉRENCES

- AQUASTAT - Système d'information de la FAO sur l'eau et l'agriculture.  
<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm>
- NEPAD, FAO. 2004. National Medium Term Investment Programme.  
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/ae415e/ae415e00.pdf>
- The commercial import/Trade and Food Security (TFS) database, FAOSTAT, 2004.  
<http://faostat.fao.org/site/342/default.aspx>
- Ministère de l'Environnement et des Forêts - UNFCCC, 2005. Communication National sur les Changements Climatiques - Cameroun.  
<http://unfccc.int/resource/docs/natc/cmnrnc1f.pdf>
- Investissement dans l'hydraulique agricole, en vue de la réduction de la pauvreté et de croissance en Afrique Subsaharienne, rapport de synthèse, BAD/FAO/FIDA/IWNI/BM, 2007
- Plan Directeur de l'hydraulique Agricole phase 2, PROGRESS, 2007
- Plan de développement à long terme du secteur de l'électricité Horizon2030, Rapport final, MINEE/IDC/EDF/SOGREAH/BDS
- Plan Directeur à long terme du secteur Energie pour la réduction de la pauvreté, UMDP/ESMAP/WB, 2005
- Plan de gestion intégrée des ressources en eau, CAP-Net/GWP/PNUD
- Programme National de Sécurité Alimentaire, MINADER/FAO, 2007
- Stratégie de réduction de la pauvreté, Cameroun, 2000